

VISITE RHODIA LE 27 AVRIL 2010

Suite à notre demande par courrier, une délégation de CIMES composée de Sylvie Mazoyer, Isabelle Varenne, Alexis Mazoyer, Annick et Joseph Carnero et Geneviève Paillaud, a été reçue par le directeur de Rhodia, M. Jean-Pierre Herschke ainsi que par le responsable de la sécurité, M. Philippe Perrona et la personne en charge de la station d'épuration, Mme Sandrine Lemaine. Nous rencontrons M. Herschke pour la première fois puisqu'il est arrivé à Melle en juillet 2009 et que notre dernière visite à Rhodia remonte à avril 2008.

LES SUJETS EVOQUES :

2009 a été une très mauvaise année, surtout durant le premier semestre et Rhodia a eu recours au chômage technique. Le 2^{ème} semestre a vu la reprise de l'activité. Il y a un peu plus de 150 salariés équivalent temps plein.

En ce qui concerne les fabrications faites sur le site, ce sont les mêmes qu'en 2008.

Les investissements depuis 2003 s'élèvent à 10,5 millions d'euros et sont consacrés essentiellement à l'environnement et à la sécurité.

Rhodia reste classée Seveso seuil haut en raison de la fabrication d'un additif pour la peinture (il s'agit d'un toxique par inhalation: 50 m³ de dichloro ethyl ether. La limite pour être classé seveso seuil haut est de 25m³) ainsi qu'en raison de la quantité cumulée de produits inflammables stockés sur le site.

En ce qui concerne l'ammoniac, il n'y a plus de stockage, ni même de capacité de stockage (les installations sont toujours en place mais elles ont été démantelées).

Le PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) : les documents sont prêts et vont être envoyés à la DREAL (anciennement DRIRE), le 30 avril. Il s'agit de la révision de l'étude de danger 2008-2010. Ceci devrait, en outre, modifier les prescriptions d'urbanisme puisqu'il n'y a plus d'ammoniac et le périmètre de sécurité actuellement de 3 000 m devrait être revu sensiblement à la baisse.

Les concertations entre Rhodia et l'administration vont durer 18 mois maximum jusqu'à ce que le PPRT soit applicable. Une CLIC (Commission Locale d'Information et de Consultation) se tiendra donc en 2012. A ce propos, une CLIC s'est tenue le 5 juin 2009 et nous n'y avons pas été invités par la Préfecture alors qu'elle le faisait dans le passé. Il y aurait eu des riverains d'invités mais pas ceux de l'association de Beausoleil. Nous allons écrire à la Préfecture pour demander qu'à l'avenir, nous ne soyons pas «oubliés».

Le PPRT ne concerne que Rhodia (Danisco n'est pas seveso) et c'est l'administration qui est en charge de vérifier, par exemple, s'il peut y avoir des risques cumulés avec Danisco (effet dominos) ou avec la déchetterie (qui a été incendiée à plusieurs reprises récemment).

Deux choses découleront de ce PPRT :

- Le POI: plan d'organisation interne qui est enclenché en cas d'évènements à l'intérieur de l'enceinte de l'usine quand il n'y a pas d'impact sur l'extérieur.
- Le PPI: plan particulier d'intervention quand il y a un effet sur l'extérieur du site d'un évènement ou quand un évènement extérieur a un effet sur l'intérieur du site.

Pour la station d'épuration, des tests sont en train de se faire et une nouvelle technique est étudiée en vue de diminuer les odeurs. Cet essai se fait jusqu'en juillet et si ça marche et que les améliorations sont sensibles, cela pourra être étendu. Les effluents à traiter proviennent pour les trois quarts de chez Danisco.

Les boues de la station d'épuration sont stockées dans d'immenses cuves lorsqu'il n'y a pas d'épandage et sont ensuite épandues chez des agriculteurs avec qui Rhodia a signé une convention. L'épandage se fait par un prestataire extérieur (entreprise SESAER de Lezay) et pas plus d'une fois tous les 5 ans sur chaque terrain. Un suivi d'épandage est également effectué par une autre société (SED Environnement). Les communes concernées sont: Exoudun, Chail, Pouffonds, Loizé, Saint-Vincent la Châtre. Des analyses sont faites tous les mois sur les boues et sur les terrains qui les reçoivent.

Le rendement de la station d'épuration s'améliore, il est maintenant à 97% alors que le règlement prévoit 95%.

Nous avons été informés que nous allons subir des odeurs très désagréables et ce fut le cas, Elles ont une autre cause que celles de la station d'épuration qui, elles persistent.

Les odeurs en question provenaient de boues et de terre dues à la construction d'une fosse de prévention. Ces boues ont été récupérées, et stockées avant d'être évacuées dans un centre d'enfouissement technique (2000 m³ de boue et de terre mal odorantes).

AIR : Les rejets en CO₂ et COV pour la plateforme sont en baisse constante (2004 : 85 000 tonnes CO₂ rejetées, 2009 : 40 000 Tonnes. Ces résultats sont malheureusement dus principalement à la baisse d'activité de Rhodia mais début octobre, Rhodia s'approvisionnera avec les chaudières à gaz de Danisco ce qui permettra de diminuer, là aussi, les rejets de CO₂.

REJETS DE L'EAU : pour la plateforme

Sortie vers la Légère : 2009 a vu les rejets en dessous des normes et ceci encore, en raison de la faible activité de Rhodia. Un contrôle quotidien est effectué en sortie d'usine: DCO, MES, Azote total et Phosphore total.

Saint Faziol : Les analyses donnent des résultats en dessous les normes sauf en ce qui concerne le phosphore total, l'usine a une incidence sur les paramètres mais il peut également y avoir des incidences parasites.

La Légère va bientôt être classée en classe 3 de manière durable (avant elle était hors normes) mais il n'est pas envisageable qu'elle passe en classe 2. Une des difficultés de l'amélioration de la qualité de l'eau de cette zone est que parfois plus de 50% du débit de la Légère est généré par les rejets de l'usine.

Par rapport aux normes européennes (plus strictes que les normes classe 3), l'Agence de l'eau réalise des études technico économiques et regarde si les normes européennes peuvent être applicables (à l'horizon 2020). Si ce n'est pas viable, c'est l'Etat qui décide de travailler avec des dérogations. Des solutions de dérivation des eaux (vers un autre cours d'eau par exemple) ont été étudiées mais ne sont pas économiquement réalisables selon nos interlocuteurs.

Melzéard : La réhabilitation s'est faite en 2000 par la mise en place d'une digue en aval ainsi que par une roselière mais, cette dernière a été mangée par les ragondins. Il n'y aurait pas de solution alternative. Nous avons l'accord des représentants de Rhodia pour nous rendre à Melzéard pour nous faire une idée de l'état actuel de l'étang (ce que nous ferons).

Il est à noter que Rhodia est en autosurveillance car l'administration délègue à Rhodia les analyses. Il y a parfois des contrôles indépendants inopinés.

REBOISEMENT SUITE A L'EXTENSION DE LA STATION D'EPURATION : En 2003, Rhodia avait déboisé pour construire l'extension de la station d'épuration et avait l'obligation de reboiser dans le Mellois pour compenser (1,75 hectare à reboiser). Ce n'est toujours pas fait et ce n'est pas normal. On nous assure que le nécessaire sera fait (quand ? cette réponse nous l'avons déjà eue mais, nous continuerons à demander que ce reboisement ait lieu).

BRUIT : Les bruits, c'est Danisco. Nous avons également prévu de demander une rencontre avec les dirigeants de Danisco et nous aurons ce problème à l'ordre du jour.

PROJET BIOETHANOL : Ce n'est pas un projet Rhodia mais c'est une société d'économie mixte de Poitiers: Ecoethanol. Elle souhaite passer du laboratoire au pilotage industriel. Les matières premières utilisées sont des déchets de bois, de la paille, des chiffons, du chanvre ...

C'est actuellement à l'état de discussion et Rhodia mettrait une parcelle à disposition, C'est une phase de préétude et il pourrait y avoir une dizaine de salariés.

Ecoethanol serait la 3^{ème} entreprise sur le site. Il y aurait un bâtiment à construire et des canalisations à tirer et des effluents à traiter. Au niveau pilote, ce serait une toute petite production (300 litres par jour).

Nous sommes ensuite allés faire une visite dans l'usine où nous avons pu voir les travaux qui se font en particulier pour le stockage et dépotage des produits.

Lors de cette visite, ce qui nous frappe, c'est le changement de ton (qu'on avait déjà noté en 2008). Nos interlocuteurs ne sont pas dans le déni, ils reconnaissent qu'il y a des nuisances pour les Mellois et expliquent très clairement, ce qu'ils font, ce qu'ils sont en capacité de faire et ce qu'ils ne pourront pas faire. Nous avons été très bien reçus et cette rencontre a été des plus courtoise et instructive.